



UNIVERSITÉ D'ARTOIS

Direction des Études

Point soumis pour vote à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

N°2026-024

Séance du 22 mai 2026

Présidente : Anne DAGUET-GAGEY

Vice-Présidente : Isabelle CABY

Convention d'échange étudiants - Universidad Nacional de Colombia « UNAL » (Colombie)

Condition d'acquisition du vote : majorité des membres présents ou représentés

Nombre de membres en exercice : 40

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 1

Nombre de vote pour : 21

Nombre de vote contre : 0

Nombre d'abstention : 0

Mme la Présidente soumet au vote la convention d'échange étudiants - Universidad Nacional de Colombia « UNAL » (Colombie), qui est adoptée à l'unanimité.

Fait à Arras, le 22 mai 2026

La Présidente

Anne DAGUET-GAGEY

Convention d'échange d'étudiants
Entre

L'Université d'Artois, France
Et
La Universidad Nacional de Colombia (Colombie)

L'Université d'Artois, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP), sise 9 rue du Temple, BP 10665, 62030 Arras cedex, représenté par sa Présidente, Anne DAGUET-GAGEY, agissant au nom de sa composante l'UFR de Langues Etrangères, ci-après désignée « Artois »,

et

La **Universidad Nacional de Colombia**, établissement universitaire, représentée par son Recteur, le Professeur José Ismael Peña, identifiée par la carte de citoyenneté n° 7304244 de Chiquinquirá, nommée par la Résolution n° 008 de 2026 et l'Acte de Possession n° N°042 de 2026, ci-après désignée « UNAL »,

désignées ci-dessous « **Les Parties** », ont convenu ce qui suit.

CONSIDÉRATIONS

Que l'**UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA** remplit, au nom de l'État, des fonctions visant à promouvoir le développement de l'enseignement supérieur à ses plus hauts niveaux, à promouvoir l'accès à celui-ci et à développer l'enseignement, la recherche, la science, la création artistique et l'extension, afin d'atteindre l'excellence et les objectifs établis à l'article 2 du Décret extraordinaire 1210 de 1993 et ses Statuts généraux (Accord 011 de 2005).

Que la Résolution du recteur 1551 de décembre 2014 adopte le Manuel des accords et des contrats de l'**UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA** afin d'établir les lignes directrices générales qui régissent la passation des marchés à l'Université, à la lumière des principes et des règles établis dans l'Accord 002 de 2008 du Conseil supérieur de l'Université.

Que la résolution 13 de 2021 du vice-rectorat académique **de l'UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA** établit les exigences et les définitions, les modalités et la durée de la mobilité académique interinstitutionnelle des étudiants à l'Université nationale de Colombie.

Que **l'UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA** et **L'UNIVERSITÉ D'ARTOIS** ont des réglementations spécifiques qui régissent la mobilité ou l'échange international de leurs étudiants et garantissent la reconnaissance des études effectuées par les participants aux programmes.

Que **l'UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA** et **L'UNIVERSITÉ D'ARTOIS** souhaitent contribuer au développement et au renforcement des relations de coopération académique.

ESPACE POUR LES RÈGLEMENTS SPÉCIFIQUES ET LES CONSIDÉRATIONS DE CONTREPARTIE

Que **l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS** remplit, au nom de l'État, des fonctions visant à promouvoir le développement de l'enseignement supérieur, de la formation initiale et continue interdisciplinaire. Elle vise aussi à diffuser la culture et l'information scientifique et technique et participe avec son ouverture vers la ville et le monde socio-économique, au transfert technologique. Elle mène une recherche d'envergure internationale et une politique scientifique innovante et met à l'honneur la coopération internationale ainsi que la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants (article L123-2 du Code de l'Éducation sur les Objectifs et missions de l'enseignement supérieur).

Que **l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS** se conforme aux dispositions du code la commande publique.

Que **l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS** établit les exigences et les définitions, les modalités et la durée de la mobilité académique interinstitutionnelle des étudiants à l'Université d'Artois.

Les Parties ont décidé de conclure cet **ACCORD D'ÉCHANGE D'ÉTUDIANTS**, qui sera régi par les dispositions suivantes:

CLAUSES

PREMIER. OBJET. Le présent accord vise à établir un cadre pour faciliter la mobilité des étudiants entre l'UNIVERSITÉ NATIONALE DE COLOMBIE et l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS.

Pour l'Artois, cet accord couvre les programmes de licence et de master en langues étrangères de l'UFR.

Pour l'UNAL, cet accord couvre les programmes académiques offerts au niveau de la licence et du master par la Faculté des Sciences Humaines.

Ce programme sera développé dans le cadre d'un échange universitaire. Chaque mobilité sera régie par les exigences académiques et administratives établies par les institutions dans cet accord, et dans le cadre du principe de réciprocité.

DEUXIÈME. ENGAGEMENTS DES PARTIES ET CONDITIONS DE MOBILITÉ. Afin de promouvoir et de faciliter la mobilité des étudiants entre l'Université nationale de Colombie et l'Université d'Artois, les parties établissent ci-dessous les engagements qu'elles assument dans le cadre de cet accord, ainsi que les conditions dans lesquelles les mobilités auront lieu. Ces dispositions définissent les critères de participation, les procédures de sélection, les exigences linguistiques, les obligations académiques et financières des étudiants, ainsi que d'autres aspects opérationnels nécessaires pour assurer un échange académique efficace et mutuellement bénéfique:

1. Participants:

Les étudiants de licence et master inscrits dans l'un des programmes universitaires ouverts dans l'article premier par l'université nationale de Colombie et l'université d'Artois peuvent participer au programme de mobilité des étudiants.

2. Sélection:

2.1 L'établissement d'origine procède à la présélection des candidats sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, en tenant compte des résultats académiques et du niveau d'études.

2.2 La liste des étudiants présélectionnés, accompagnée des formulaires de candidature, de la procédure, des documents requis et des délais, est envoyée à l'établissement d'accueil.

2.3 L'université d'accueil prend la décision finale d'admission et délivre une lettre d'acceptation à chaque étudiant admis.

3. Exigences linguistiques:

3.1 Un niveau minimum B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) en français ou en anglais sera exigé pour ceux qui étudient dans ces langues.

3.2 Pour les étudiants effectuant une mobilité à l'Universidad Nacional de Colombia, le niveau minimum est B1 en espagnol.

3.3 Le certificat attestant le niveau de langue doit être fourni.

4. Inscription et statut:

4.1 Les étudiants entrants sont inscrits en tant qu'étudiants réguliers dans l'université d'accueil, avec tous les droits académiques et les services associés, à l'exception de l'obtention d'un diplôme dans l'établissement d'accueil.

4.2 En tout état de cause, ils restent inscrits dans leur université d'origine pendant toute la durée de la mobilité.

4.3 Le plan académique est convenu et formalisé conjointement par les parties.

4.4 Les institutions s'engagent à reconnaître officiellement les crédits et les programmes suivis conformément à la réglementation en vigueur.

5. Durée et nombre d'étudiants

5.1. La durée maximale de la période de mobilité est de deux semestres consécutifs.

5.2. Chaque établissement peut accueillir un nombre maximum de deux (2) étudiants par semestre. Ce chiffre sera revu annuellement par les coordinateurs de l'accord et pourra être modifié d'un commun accord entre les parties.

6. Droits d'inscription et financement

6.1. Les étudiants seront exemptés des droits d'inscription dans l'université d'accueil et ne devront payer que les droits correspondants et les droits d'inscription dans leur établissement d'origine.

6.2. Chaque étudiant participant à ce programme de mobilité est responsable de ses dépenses personnelles, y compris le logement, les repas, le transport, les livres, le passeport et le visa. En outre, il doit souscrire une assurance internationale couvrant les frais d'hospitalisation, de responsabilité civile, d'accident et de rapatriement.

6.3. Les universités feront des efforts raisonnables pour fournir un logement aux participants, sans aucun engagement financier.

7. Régime académique et disciplinaire

7.1. Les étudiants entrants sont soumis au régime académique et disciplinaire de l'université d'accueil pendant leur séjour et jouissent des mêmes droits et devoirs académiques que les étudiants locaux.

7.2. L'université d'accueil envoie les relevés de notes à l'université d'origine au plus tard deux mois après la fin des examens.

8. Certification:

8.1. À la fin de la période de mobilité, l'université d'accueil délivre un relevé de notes correspondant au nombre de crédits obtenus.

TROISIÈME. COORDINATION. Afin de faciliter le développement de l'entente et d'assurer sa bonne exécution et son suivi, les bureaux des relations internationales (ou celui qui exerce ses fonctions) de chaque institution faciliteront la communication entre les unités académiques intéressées et fourniront les conseils correspondants pour la mise en œuvre et l'évaluation des activités proposées.

1. L'Université d'Artois :

Aspects pédagogiques :

Composante : UFR Langues Etrangères

Nom/Prénom : David MARCINKOWSKI, coordinateur aux relations internationales, professeur d'espagnol

Courriel: david.marcinkowski@univ-artois.fr

Aspects administratifs et contractuels :

Service des Relations Internationales, Tél : +33 (0) 3 21 60 38 96, courriel:

cooperation-sri@univ-artois.fr

2. L'Universidad Nacional de Colombia:

Aspects pédagogiques :

Nom : Jesus Enrique Rodriguez Perez, ou qui exerce ses fonctions de manière temporaire ou permanente

Titre : Profesor Asociado del Departamento de Literatura

Adresse : Ciudad Universitaria, Cra. 30 # 45-03

Ville : Bogotá, Colombia

Téléphone : 316 5000 Ext: 16473

email: jerodriguezp@unal.edu.co

Aspects administratifs et contractuels :

Service des Relations Internationales, courriel : dre_nal@unal.edu.co

QUATRIÈME. DURÉE DE VALIDITÉ:

Le présent accord entre en vigueur à la date de signature par les représentants autorisés des deux institutions et est valable pour une période de 4 (quatre) ans, comme décrit ci-dessous :

Année 1 - 2025-2026 : (Date de signature de l'accord - 31/08/2026)

Année 2 - 2026-2027 : (01/09/2026 - 31/08/2027)

Année 3 - 2027-2028 : (01/09/2027 - 31/08/2028)

Année 4 - 2028-2029 : (01/09/2028 - 31/08/2029)

Il peut être prolongé pour une nouvelle période de même durée par accord écrit entre les parties. La demande de prolongation doit être soumise au moins six (6) mois avant la date d'expiration et être formalisée par la signature de l'avenant respectif ou d'un autre accord avant cette date.

CINQUIÈME. MODIFICATION. Les parties ne peuvent changer ou modifier les termes du présent accord que par un amendement écrit signé par des représentants autorisés.

SIXIÈME. RESOLUTION DES LITIGES. Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution ou de l'application du présent accord ou des accords spécifiques qui en découlent. À cette fin, elles doivent d'abord recourir à la négociation directe, qui doit être engagée dans un délai de trente (30) jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'une des parties notifie à l'autre l'existence du différend. Si une solution n'est pas trouvée dans ce délai, les parties recourent, dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours ouvrables, à des mécanismes alternatifs de règlement des différends, tels que la conciliation ou la transaction. Ce n'est qu'en cas d'échec de ces mécanismes que l'affaire peut être soumise à la juridiction des tribunaux compétents, conformément à la réglementation applicable.

SEPTIÈME. MODIFICATION ET RESILIATION. Les parties ne peuvent changer ou modifier les termes du présent accord que par un amendement écrit signé par des représentants autorisés. Le présent contrat sera résilié : a) En raison du non-respect de l'objet. b) En raison de l'expiration de sa validité. b) D'un commun accord entre les parties. c) En cas de force majeure ou de cas fortuit rendant impossible la poursuite de son exécution, au moyen d'un document signé par les parties. d) En raison de la décision de l'une des parties de résilier la convention, après avis écrit préalable à l'autre institution au moins six (6) mois avant la date de résiliation prévue. Toutefois, et quelle que soit la raison de la résiliation, les programmes, activités ou projets en cours d'exécution à ce moment-là se poursuivront jusqu'à la date d'achèvement prévue et approuvée.

HUITIÈME. PROTECTION DES DONNÉES. Les parties s'engagent à maintenir la confidentialité la plus stricte concernant les renseignements, les données et la documentation auxquels elles ont accès en vertu du présent accord, ainsi que les accords dérivés spécifiques ; de ne pas les utiliser à des fins autres que celles prévues et de veiller au respect de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Les données personnelles ne peuvent être consultées ou transférées à des tiers que lorsque cela est prévu dans le présent accord ou dans les accords spécifiques qui sont développés,

ou lorsque cela est établi par la loi. Dans le cas de l'Université nationale de Colombie, les données fournies seront traitées conformément à la loi 1581 de 2012. Pour l'Université d'Artois, la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles s'applique.

NEUVIÈME. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE. Les parties déclarent qu'aux fins de la titularité des droits de propriété intellectuelle découlant des processus de cet accord spécifique, des résultats de ceux-ci et même de toute œuvre qui pourrait être créée, de sa disposition, de sa transformation, de sa diffusion, de sa fixation, de sa divulgation ou de sa communication, entre autres, de la recherche ou de ses résultats ou des œuvres créées à l'occasion ou dans le cadre du développement de l'accord spécifique, l'UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA et l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS seront les titulaires des droits de propriété intellectuelle, entre autres, de la recherche ou de ses résultats ou des œuvres créées à l'occasion ou dans le cadre du développement de l'accord spécifique, l'UNIVERSITÉ NATIONALE DE COLOMBIE et l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS seront titulaires des droits patrimoniaux d'auteur dans une proportion similaire aux contributions que chacun apporte à l'accomplissement de l'objet.

Dans le cas de l'UNIVERSITÉ NATIONALE DE COLOMBIE, les lois colombiennes et l'accord 035 de 2003 du Conseil académique, ainsi que les normes qui le modifient, l'ajoutent ou l'abrogeant, s'appliquent. Dans le cas de l'UNIVERSITÉ D'ARTOIS, ce sont les résolutions internes et la législation nationale en matière de propriété intellectuelle qui s'appliquent.

DIXIÈME. DECLARATION D'ETHIQUE ET D'ABSENCE D'INCAPACITES, D'INCOMPATIBILITES ET DE CONFLITS D'INTERET. Les parties déclarent, par l'intermédiaire de leurs représentants légaux, que ni elles-mêmes ni les membres de leurs organes de direction et de gestion ne sont impliqués dans des enquêtes ou n'ont de casier judiciaire, fiscal ou disciplinaire. En outre, elles déclarent qu'elles ne sont impliquées dans aucun conflit d'intérêts, incapacité ou incompatibilité qui les empêcherait de conclure le présent accord.

ÉLÉVENTH.CONFIDENTIALITE. Les parties conviennent que toutes les informations confidentielles divulguées ou échangées en vertu du présent protocole, que ce soit oralement, par écrit ou autrement, seront traitées de manière strictement confidentielle et utilisées exclusivement aux fins du présent protocole. De même, elles s'engagent à ne pas divulguer ces informations confidentielles à des tiers sans l'accord écrit préalable de la partie qui les a divulguées, sauf si cela est nécessaire pour se conformer aux obligations légales ou réglementaires applicables. Cette obligation de confidentialité survivra à la résiliation ou à l'expiration du présent accord.

PARAGRAPHE UNIQUE: Aux fins du présent accord, on entend par «informations confidentielles» tout type d'informations, orales ou écrites, bases de données tabulaires et graphiques, analyses, études, notes, résumés, conclusions, concepts, rapports techniques et commerciaux, spécifications techniques, programmes ou logiciels, documents, normes, standards, dessins, données et, d'une manière générale, toute autre information que les

parties identifient comme confidentielle, ou dont la communication ou la divulgation pourrait causer un préjudice aux parties.

DOUZIÈME. TRANSFERT. Les parties ne peuvent transférer aucune partie du présent Contrat à une tierce personne ou entité, sauf autorisation écrite préalable de l'autre partie.

TREIZIÈME. AUCUNE EXISTENCE DE RELATIONS DE TRAVAIL. Dans toutes les actions entreprises en vertu du présent accord, les parties conviennent que les personnels enseignants et non-enseignants de chaque institution opéreront sous la seule direction de l'institution qui a établi leur relation de travail ou contractuelle.

QUATORZIÈME. AUCUNE EXISTENCE DE RÉGIME DE SOLIDARITÉ. Il n'existe aucun régime de solidarité entre les parties souscrites dans le présent Accord, puisque chacune est responsable des obligations qu'elle a contractées.

QUINZIÈME. INDEMNITÉ. Les parties s'engagent à s'indemniser mutuellement de toute perte ou dommage causé par des réclamations de tiers découlant de leurs actions ou de celles de leurs personnels dans l'exécution du présent accord.

SEIZIÈME. CONDITIONS FINANCIÈRES. Les parties s'efforceront d'assurer, selon leurs budgets, les moyens nécessaires à la mise en œuvre du présent Accord. La signature de la présente entente n'entraîne aucune obligation financière immédiate envers aucune des parties.

DIX-SEPTIÈME. PERFECTION. Le présent accord est rendu exécutoire par la signature des parties, en un seul exemplaire numérique.

Signature du représentant de l'Université d'Artois,

Anne DAGUET-GAGEY, Présidente

Date :

Signature du représentant de Universidad Nacional de Colombia,

Dr. JOSÉ ISMAEL PEÑA

Date:

ACUERDO DE INTERCAMBIO ESTUDIANTIL N°1

ENTRE

LA UNIVERSIDAD DE ARTOIS, FRANCIA

Y

LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA

LA UNIVERSIDAD DE ARTOIS, establecimiento público de carácter científico, cultural y profesional (EPCSCP), con sede en 9 rue du Temple, BP 10665, 62030 Arras cedex, representada por su Presidenta, Anne DAGUET-GAGEY, en nombre de su componente, la UFR de Langues Etrangères

y

LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA, ente universitario autónomo del orden nacional, vinculado al Ministerio de Educación Nacional de Colombia, regido actualmente por el Decreto 1210 de 1993, con domicilio en la Carrera 45 No 26 – 85 Edificio Uriel Gutiérrez de la ciudad de Bogotá D. C. – Colombia, representada por su Rector, encargado, el Profesor José Ismael Peña, nombrado mediante Resolución N° °008 de 2026 y Acta de Posesión No. 042 de 2026, el Artículo 13 del Decreto 1210 de 1993 y el Artículo 3° del Manual de Convenios y Contratos adoptado mediante la Resolución de Rectoría No. 1551 de 2014, en nombre y representación de la **UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA**,

En lo sucesivo denominadas "**LAS PARTES**".

CONSIDERANDO:

Que la **UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA** cumple, en nombre del Estado, funciones tendientes a promover el desarrollo de la educación superior en sus más altos niveles, promover el acceso a la misma y desarrollar la docencia, la investigación, la ciencia, la creación artística y la extensión, a fin de alcanzar la excelencia y los fines establecidos en el artículo 2° del Decreto Extraordinario 1210 de 1993 y sus Estatutos Generales (Acuerdo 011 de 2005).

Que la Resolución de Rectoría 1551 de diciembre de 2014, adopta el Manual de Convenios y Contratos de la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA con el objeto de establecer las directrices generales que rigen la contratación en la Universidad, a la luz de los principios y las reglas establecidas en el Acuerdo 002 de 2008 del Consejo Superior Universitario.

Que la Resolución 13 de 2021 de la Vicerrectoría Académica de la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA establece los requisitos y las definiciones, modalidades y duración para la movilidad académica estudiantil interinstitucional en la Universidad Nacional de Colombia.

Que la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA y LA UNIVERSIDAD DE ARTOIS tienen normativas específicas que regulan la movilidad o intercambio internacional de sus estudiantes y garantizan el reconocimiento de los estudios realizados por los participantes en los programas.

Que la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA y LA UNIVERSIDAD DE ARTOIS desean contribuir al desarrollo y fortalecimiento de las relaciones de cooperación académica.

Que la Universidad de Artois desempeña, en nombre del Estado, funciones destinadas a promover el desarrollo de la educación superior y la formación interdisciplinaria inicial y continua. Asimismo, tiene como objetivo difundir la cultura y la información científica y técnica, y, mediante su apertura a la ciudad y al mundo socioeconómico, contribuye a la transferencia de tecnología. Realiza investigación de alcance internacional y aplica una política científica innovadora, y prioriza la cooperación internacional, así como el éxito y la integración profesional de los estudiantes (Artículo L123-2 del Código de Educación sobre los Objetivos y Misiones de la Educación Superior).

Que la Universidad de Artois se rige por la Ordenanza n.º 2018-1074, de 26 de noviembre de 2018, relativa al marco de la contratación pública, con el fin de establecer las directrices generales que rigen la contratación en la Universidad.

Que la UNIVERSIDAD DE ARTOIS establece los requisitos, las definiciones, las modalidades y la duración de la movilidad académica interinstitucional de los estudiantes de la Universidad de Artois.

Que el 4 de septiembre de 2024 la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA y LA UNIVERSIDAD DE ARTOIS suscribieron un Convenio Bilateral de Cooperación Académica,

Que LAS PARTES desean establecer un programa de intercambio de estudiantes.

Hemos acordado celebrar este **ACUERDO DE INTERCAMBIO DE ESTUDIANTES**, el cual se registrá por las siguientes:

CLAUSULAS:

PRIMERA. OBJETO. El presente acuerdo tiene por objeto establecer un marco para facilitar la movilidad estudiantil entre LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA y LA UNIVERSIDAD DE ARTOIS. Este programa abarca los programas académicos de Licenciatura y Maestría ofrecidos por la Facultad de Lenguas Extranjeras de la Universidad de Artois y los programas académicos de pregrado y posgrado ofrecidos por la Facultad de Ciencias Humanas de la Universidad Nacional de Colombia, y se desarrollará en la modalidad de intercambio universitario. Cada movilidad se registrá por los requisitos académicos y administrativos establecidos por las instituciones en este acuerdo, y en el marco del principio de reciprocidad.

SEGUNDA. COMPROMISOS DE LAS PARTES Y CONDICIONES PARA LA MOVILIDAD. Con el propósito de promover y facilitar la movilidad estudiantil entre la Universidad Nacional de Colombia y la Universidad de Artois, las partes establecen a continuación los compromisos que asumen en el marco del presente acuerdo, así como las condiciones bajo las cuales se desarrollarán las movilidades. Estas disposiciones definen los criterios de participación, los procedimientos de selección, los requisitos lingüísticos, las obligaciones académicas y financieras de los estudiantes, y demás aspectos operativos necesarios para garantizar un intercambio académico efectivo y mutuamente beneficioso:

1. Participantes:

Podrán participar en el programa de movilidad estudiantil los estudiantes matriculados en los programas de Licenciatura y de Maestría de la Facultad de Lenguas Extranjeras de la Universidad de Artois, y los estudiantes matriculados en

los programas de pregrado y posgrado de la Facultad de Ciencias Humanas de la Universidad Nacional de Colombia.

2. Selección:

2.1. La institución de origen realizará la preselección de candidatos basándose en criterios objetivos y no discriminatorios, considerando el rendimiento académico y el nivel de estudios.

2.2. La lista de estudiantes preseleccionados, junto con los formularios de solicitud, el procedimiento, documentos requeridos y fechas límite, será enviada a la institución receptora.

2.3. La universidad receptora tiene la decisión final sobre la admisión y emitirá una carta de aceptación para cada estudiante admitido.

3. Requisito de idioma:

3.1. Se exigirá un nivel mínimo B1 del Marco Común Europeo de Referencia para las Lenguas (MCER) en francés o inglés para quienes cursen estudios en esos idiomas.

3.2. Para estudiantes que realicen la movilidad en la Universidad Nacional de Colombia, el nivel mínimo será B1 en español.

3.3. Deberá presentarse el certificado correspondiente que acredite el nivel de idioma.

4. Matrícula y estatus:

4.1 Los estudiantes entrantes serán matriculados como estudiantes regulares en la universidad receptora, con todos los derechos académicos y servicios asociados, salvo la obtención de título en la institución anfitriona.

4.2 En todo caso deberán permanecer matriculados en su universidad de origen durante todo el período de movilidad.

4.3 El plan académico será acordado y formalizado conjuntamente entre las partes.

4.4 Las instituciones se comprometen a reconocer oficialmente los créditos y programas cursados conforme a la normativa vigente.

5. Duración y número de estudiantes

5.1 La duración máxima del período de movilidad será de dos semestres consecutivos.

5.2 Cada institución podrá recibir un número máximo de dos (2) estudiantes por semestre. Esta cifra será revisada anualmente por los coordinadores del Acuerdo y podrá modificarse de mutuo acuerdo entre las partes.

6. Costos y financiamiento

6.1. Los estudiantes estarán exentos del pago de matrícula en la universidad receptora y solo deberán pagar las tasas y derechos de matrícula correspondientes en su institución de origen.

6.2. Cada estudiante participante en este programa de movilidad será responsable de sus gastos personales, incluyendo alojamiento, manutención, transporte, libros, pasaporte, visa. Además, deberá adquirir un seguro internacional que cubra costos de hospitalización, responsabilidad civil, accidentes y repatriación.

6.3. Las universidades harán esfuerzos razonables para facilitar alojamiento a los participantes, sin que esto implique un compromiso financiero.

7. Régimen académico y disciplinario

7.1. Los estudiantes entrantes estarán sujetos al régimen académico y disciplinario de la universidad receptora durante su estancia, y gozarán de los mismos derechos y deberes académicos que los estudiantes locales.

7.2. La universidad receptora deberá enviar las transcripciones de notas a la universidad de origen en un plazo máximo de dos meses contados a partir de la finalización de los exámenes.

8. Certificación:

8.1. Al término del período de movilidad, la universidad receptora expedirá un certificado de notas correspondiente al número de créditos cursados.

TERCERA. COORDINACIÓN. Para facilitar el desarrollo del acuerdo y velar por su correcta ejecución y seguimiento, las oficinas de relaciones internacionales (o la que haga sus funciones) de cada institución facilitarán la comunicación entre las unidades académicas interesadas y prestarán la asesoría correspondiente para la

realización y evaluación de las actividades planteadas a través de las siguientes personas:

1. Universidad de Artois:

Aspectos educativos:

Componente : Langues étrangères UFR

Apellidos/Nombre: David MARCINKOWSKI, Coordinador de Relaciones Internacionales, profesor de español

Correo electrónico : david.marcinkowski@univ-artois.fr

Aspectos administrativos y contractuales:

Departamento de Relaciones Internacionales, Tel: +33 (0) 3 21 60 38 96, e-mail: cooperation-sri@univ-artois.fr

2. Universidad Nacional de Colombia:

Aspectos educativos :

Nombre: Jesús Enrique Rodríguez Pérez, o quien ejerza sus funciones con carácter temporal o permanente.

Título : Profesor Asociado del Departamento de Literatura

Dirección: Ciudad Universitaria, Cra. 30 # 45-03

Ciudad: Bogotá, Colombia

Teléfono: 316 5000 Ext: 16473

correo electrónico: jerodriguezp@unal.edu.co

Aspectos administrativos y contractuales :

Departamento de Relaciones Internacionales, e-mail: dre_nal@unal.edu.co

CUARTA. PERIODO DE VALIDEZ. El presente acuerdo entrará en vigor en la fecha de su firma por los representantes autorizados de ambas instituciones y será válido hasta el 31 de agosto de 2029, como se describe a continuación :

1. Año 1 – 2025–2026 : (Fecha de firma del acuerdo – 31/08/2026)
2. Año 2 – 2026–2027 : (01/09/2026 – 31/08/2027)
3. Año 3 – 2027–2028 : (01/09/2027 – 31/08/2028)
4. Año 4 – 2028–2029 : (01/09/2028 – 31/08/2029)

Podrá ser prorrogado por un nuevo periodo de igual duración mediante acuerdo escrito entre las partes. La solicitud de prórroga deberá presentarse con al menos seis (6) meses de antelación a la fecha de vencimiento y formalizarse mediante la suscripción de la respectiva adenda u otrosí antes de dicha fecha.

QUINTA. MODIFICACIÓN. Las partes sólo podrán cambiar o modificar los términos de este acuerdo mediante una enmienda por escrito firmada por los representantes autorizados.

SEXTA. SOLUCIÓN DE DIFERENCIAS. Las partes se comprometen a resolver de manera amistosa cualquier diferencia que surja con ocasión de la interpretación, ejecución o aplicación del presente acuerdo o de los acuerdos específicos que de él se deriven. Para ello, agotarán primero la vía de la negociación directa, la cual deberá iniciarse dentro de los treinta (30) días hábiles siguientes a la fecha en que una de las partes notifique a la otra la existencia del conflicto. Si vencido este plazo no se alcanza una solución, las partes acudirán, en un término no mayor a quince (15) días hábiles, a mecanismos alternativos de resolución de conflictos, como la conciliación o la transacción. Solo en caso de que dichos mecanismos no resulten exitosos, el asunto podrá ser sometido a la jurisdicción de los tribunales competentes, conforme a la normativa aplicable.

SÉPTIMA. TERMINACIÓN. El presente acuerdo se dará por terminado: a) Por incumplimiento del objeto. b) Por vencimiento de su vigencia. b) Por mutuo acuerdo entre las partes. c) Por fuerza mayor o caso fortuito que hagan imposible continuar su ejecución, mediante acta suscrita por las partes. d) Por decisión de una de las partes de rescindir el acuerdo, previa manifestación por escrito a la otra institución con una antelación mínima de seis (6) meses a la fecha que se pretende su terminación. No obstante, e independientemente del motivo de terminación, los programas, actividades o proyectos que se estén realizando en ese momento continuarán hasta la fecha programada y aprobada de conclusión.

OCTAVA. PROTECCIÓN DE DATOS. Las partes se comprometen a guardar la más estricta confidencialidad respecto de la información, datos y documentación a los que tengan acceso en virtud del presente convenio, así como de los acuerdos específicos derivados; a no utilizarlos para fines distintos de los previstos y a velar por el cumplimiento de la normativa sobre protección de datos de carácter personal. Los datos personales sólo podrán ser consultados o cedidos a terceros cuando así se prevea en el presente convenio o en los convenios específicos que se

desarrollen, o cuando así lo establezca la ley. En el caso de la Universidad Nacional de Colombia, los datos suministrados serán tratados de conformidad con la Ley 1581 de 2012. Para la Universidad de Artois se aplica la Ley n.º 2018-493, de 20 de junio de 2018, de protección de datos de carácter personal.

NOVENA. PROPIEDAD INTELECTUAL. Las partes manifiestan que para efectos de la titularidad de los derechos de propiedad intelectual causados dentro de los procesos del presente convenio específico, sobre los resultados de los mismos e incluso sobre cualquier obra que se llegue a crear, su disposición, transformación, difusión, fijación, divulgación o comunicación, entre otros, de las investigaciones o sus resultados u obras creadas con motivo o dentro del desarrollo del convenio específico, la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA y la UNIVERSIDAD DE ARTOIS serán titulares de los derechos patrimoniales de autor en proporción similar a los aportes que cada una realice para el cumplimiento del objeto.

Para el caso de la UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA, aplicarán las leyes colombianas y el Acuerdo 035 de 2003 del Consejo Académico, y las normas que lo modifiquen, adicionen o deroguen. Para el caso de la UNIVERSIDAD DE ARTOIS aplicarán las resoluciones internas y la legislación nacional sobre propiedad intelectual.

DÉCIMA. DECLARACIÓN ÉTICA Y DE AUSENCIA DE INHABILIDADES, INCOMPATIBILIDADES Y CONFLICTOS DE INTERÉS. Las partes declaran, por medio de sus representantes legales, que ni estas ni los miembros de sus órganos de dirección y gobierno, se encuentran involucrados en investigaciones ni tienen antecedentes de carácter penal, fiscal o disciplinario. Adicionalmente, declaran que no se hallan incurso en ninguna causal de conflicto de interés, inhabilidad o incompatibilidad que le impidan celebrar este acuerdo.

DÉCIMA PRIMERA. CONFIDENCIALIDAD. Las partes acuerdan que toda la información confidencial revelada o intercambiada en virtud del presente Acuerdo, ya sea verbalmente, por escrito, o de cualquier otra manera, será tratada de manera estrictamente confidencial y utilizada exclusivamente para los fines del presente Acuerdo. De igual forma, se comprometen a no divulgar dicha información confidencial a terceros sin el consentimiento previo y por escrito de la parte que la reveló, salvo cuando sea necesario para cumplir con obligaciones legales o regulatorias aplicables. Esta obligación de confidencialidad subsistirá incluso después de la terminación o expiración del presente convenio.

PARÁGRAFO ÚNICO: Para efectos del presente Acuerdo, se entenderá por 'información confidencial' cualquier tipo de información, ya sea oral o escrita, bases de datos tabulares y gráficas, análisis, estudios, notas, resúmenes, conclusiones, conceptos, informes técnicos y comerciales, especificaciones técnicas, programas o software, documentos, normas, estándares, diseños, dibujos, datos y, en general, cualquier otra información que las partes identifiquen como confidencial, o cuya comunicación o divulgación pueda ocasionar perjuicios a las partes.

DÉCIMA SEGUNDA. CESIÓN. Las partes no podrán ceder parcial ni totalmente la ejecución del presente acuerdo a un tercero, salvo previa autorización expresa y escrita de las mismas.

DÉCIMA TERCERA, NO EXISTENCIA DE LA RELACIÓN LABORAL. En todas las acciones derivadas del presente acuerdo y de los subsecuentes convenios específicos, las partes convienen que los empleados o contratistas de cada institución desarrollarán su actividad solamente bajo la dirección de la institución con la cual han establecido su relación laboral o contractual.

DÉCIMA CUARTA. NO EXISTENCIA DEL RÉGIMEN DE SOLIDARIDAD. No existe régimen de solidaridad entre las partes que suscriben este convenio, en razón a que cada una responde por las obligaciones que se establecen en el mismo.

DÉCIMA QUINTA. INDEMNIDAD. Las partes se obligan a mantenerse indemnes entre sí de cualquier daño o perjuicio originado en reclamaciones provenientes de terceros, cuya causa provenga de sus actuaciones o la de sus dependientes en el desarrollo del presente convenio.

DÉCIMA SEXTA. CONDICIONES FINANCIERAS. Las Instituciones se esforzarán para prever, de acuerdo con sus presupuestos, los medios necesarios para poner en acción el presente Acuerdo. La firma del presente Acuerdo no genera ningún compromiso económico inmediato para ninguna de las partes.

DÉCIMA SÉPTIMA. PERFECCIONAMIENTO. El presente Acuerdo se perfecciona con la firma de las partes, en un único ejemplar digital.



Firma del representante de la Université d'Artois,

Anne DAGUET-GAGEY, Presidenta

Fecha :



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE COLOMBIA

Firma del representante de la Universidad Nacional de Colombia,

Dr. Profesor José Ismael Peña

Date: